

Hausse des prix de l'électricité au Burundi, une décision qui fait des étincelles

Deutsche Welle, 18.08.2017 Au Burundi, les prix de l'électricité vont être augmentés pour attirer les investisseurs étrangers. Cette décision mécontente les burundais qui estiment les ressources solaires et hydroélectriques sous-exploitées. Alors que les coupures se multiplient, le gouvernement a annoncé que le petit bouquet de 150kw/h qui s'achetait à 17.200 Francs burundais allait être multiplié par quatre. Cette décision mécontente les consommateurs burundais alors que les ressources solaires ou hydroélectriques restent largement sous-exploitées.

Le bouquet de 17.200 Francs burundais va passer à 68.000. Une inquiétude de plus après la récente coupure d'électricité qui a été vivement critiquée. Les consommateurs Burundais sont désarmés devant cette hausse spectaculaire des prix de l'électricité. "Le problème de l'électricité devient un casse-tête. On a aucun avantage, travaille à perte, sans pratiquement de résultat dans tout ce que l'on fait, vraiment. Nous demandons au gouvernement de nous aider. Car Buyenzi est un quartier commercial" commente Issa Ngendakuriyo soudeur dans le quartier de Buyenzi. Le problème de l'alimentation électrique persiste malgré les efforts pour trouver des sources alternatives. L'Association Burundaise des Énergies Renouvelables (ABER) coordonne les entreprises locales et étrangères fournissant de l'électricité avec des panneaux solaires photovoltaïques. Mais ces produits restent inaccessibles car ils sont plus taxés, explique Théodore Kwigize, représentant local de l'ABER. "Ce sont des produits qui sont importés. Dans d'autres pays ils ont enlevé la TVA mais ici au Burundi on paie toujours la TVA. Par exemple en Tanzanie ils sont moins chers car il n'y a pas de TVA. Si ces produits étaient taxés, alors on n'aurait plus besoin de l'énergie venant de la REGISESO." (Entreprise publique qui fournit l'eau et l'électricité ndlr) Les nouveaux tarifs du courant électrique prouvent le manque de vision des politiques de développement économique et par conséquent, la mauvaise gestion du secteur énergétique. C'est du moins l'analyse de l'économiste politique Faustin Ndikumana.

On vient de passer trente ans sans construire un seul barrage hydroélectrique. Le dernier date de 1986. Il n'y a pas eu de modernisation proportionnelle à l'évolution de la demande, des besoins. Le prix devrait être réglé proportionnellement à la capacité du pouvoir d'achat de la population." Le Burundi dispose d'une production de 40 mégawatts avec un potentiel hydroélectrique de 1.700 mégawatts. Malgré cela, le délestage électrique reste permanent et une préoccupation généralisée au sein de la population.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});